

Le Brésil, deuxième destination des investissements directs français dans les pays émergents

Le Brésil est un partenaire économique de premier plan pour la France. Bien que les échanges commerciaux bilatéraux demeurent modestes (la France est le 29^{ème} client et 8^{ème} fournisseur du Brésil), le Brésil se distingue par une forte attractivité pour les investissements français. En effet, il est la 2^{ème} destination des investissements directs français parmi les pays émergents, juste derrière la Chine. La France se positionne ainsi comme le 2^{ème} investisseur étranger au Brésil, où opèrent plus de 1 300 filiales de multinationales françaises, dont 38 des 40 entreprises du CAC 40, employant près de 554 000 personnes.

1. Le Brésil est la deuxième destination des investissements français parmi les émergents.

Selon le critère de contrôle final des investissements (qui attribue l'IDE à la nationalité de l'investisseur contrôlant effectivement la chaîne d'investissementⁱ), **la France s'impose comme le 2^{ème} investisseur étranger au Brésil en 2024**, avec un stock d'IDE de 69,3 Md USD, soit 8% du total des IDE au Brésilⁱⁱ, selon les données brésiliennes. Ce montant marque une progression par rapport à 2022 (44,2 Md USD) et à 2023 (66,3 Md USD). **Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des investissements dans les secteurs des industries extractives, dans la finance et l'assurance, ainsi que dans l'électricité et le gaz.** La hausse est d'autant plus notable que l'effet de change a eu un impact négatif sur les investissements, le réal s'étant déprécié de plus de 20% par rapport au dollar en 2024, réduisant ainsi la valeur en dollar USD des stocks comptabilisés en réais. La France se positionne devant l'Uruguay (58,4 Md USD) et l'Espagne (50 Md USD). Les Etats-Unis demeurent, de loin, le 1^{er} investisseur au Brésil (232,8 Md USD). Quant à **la Chine, dont les IDE au Brésil ont presque doublé depuis 2020**, elle se classe au 6^{ème} rang (40,3 Md USD).

Le Brésil demeure la 2^{ème} destination d'IDE français parmi les pays émergents, juste derrière la Chine et la 1^{ère} en Amérique latine, concentrant 70% des IDE français dans la région, selon les données françaises. Au niveau global, le Brésil se classe au 12^{ème} rang des investissements français dans le monde en 2024. En termes de flux, le pays a enregistré des sorties nettes en 2024 (-766 M EUR), bien que moindres qu'en 2023 (-1,8 Md EUR), après avoir attiré des flux records en 2022 (4,6 Md EUR).

Les investissements français au Brésil se concentrent principalement dans le secteur des services, qui représente plus d'un tiers du stock total. Le sous-secteur dominant est celui du commerce de détailⁱⁱⁱ (ex : Carrefour, Leroy merlin). Les IDE dans **la finance et l'assurance** sont également conséquents (BNP Paribas et sa filiale d'assurance Cardif, CNP Assurances, Société Générale). **Les entreprises françaises jouent également un rôle clé dans l'industrie manufacturière**, qui représente un peu plus d'un quart de leurs IDE dans le pays, et notamment

dans les transports (Renault, Stellantis, Airbus, Alstom). **Par ailleurs, l'industrie extractive constitue un autre pilier significatif**, représentant un quart des IDE (TotalEnergies).

Les investissements brésiliens en France demeurent modestes. En 2024, ils ont représenté 1,5 Md EUR, contre 1,6 Md EUR en 2023 et 2 Md EUR en 2022, soit 0,2% du stock d'IDE en France, ce qui place le Brésil au 30^{ème} rang des investisseurs dans l'Hexagone, selon les données françaises. **Ces investissements sont principalement concentrés dans le secteur des services**, notamment financiers. Cette situation illustre le faible appétit des entreprises brésiliennes pour l'internationalisation^{iv}, y compris vers les marchés régionaux.

2- Le Brésil est une terre d'investissement pour les grands groupes français

Les investissements français au Brésil reflètent une présence économique importante, ancienne et diversifiée. Le nombre d'implantations françaises dans le pays s'élevait à 1 300 en 2022^v, la quasi-totalité des entreprises du CAC 40 (38 sur 40^{vi}) ayant au moins une filiale. Elles installent souvent des sites de production sur place pour surmonter les contraintes réglementaires brésiliennes et tirer parti des ressources naturelles locales^{vii}, tout en s'adaptant aux pratiques locales pour faciliter leur développement dans le pays.

Les multinationales françaises employaient près de 554 000 personnes au Brésil en 2022^{viii,ix}, faisant de ce pays le 3^{ème} en termes d'effectifs français dans le monde, après les États-Unis (749 000) et l'Inde (563 000). Leur chiffre d'affaires local a atteint 67 Md EUR^x en 2022, plaçant le Brésil au 3^{ème} rang des pays hors Europe, derrière les États-Unis (341 Md EUR) et la Chine (99 Md EUR), dont la taille des économies est respectivement 12 et 8 fois plus importante que celle du Brésil.

Plusieurs entreprises françaises jouent des rôles clés : Carrefour est le leader de la grande distribution au Brésil, son 2^{ème} marché après la France, contribuant à 49% de son résultat opérationnel en 2023 (devant la France à 38%^{xi}), mais aussi le 1^{er} employeur privé (130 000 employés). Le Brésil est également le 2^{ème} marché mondial et la principale source de croissance pour le groupe **CNP Assurances** et pour **ENGIE** (1^{er} producteur privé d'électricité du pays). Il occupe une place croissante dans les activités de **TotalEnergies**, représentant 6% de ses opérations mondiales.

Les grands groupes français poursuivent leur développement au Brésil. Fin 2024, quatre entreprises françaises ont annoncé de grands investissements dans le pays **pour un montant total de 22 Md BRL (3,5 Md EUR)** : i/ **CMA CGM** a acquis 48% du port de Santos, principal opérateur d'infrastructures portuaires au Brésil ; ii/ **Vinci Highways**, filiale de Vinci, a remporté un appel d'offres pour la concession de la « *Route des Cristaux* »^{xii}, prévoyant l'exploitation et la modernisation d'un tronçon de 594 km (cette concession devrait générer plus de 94 000 emplois^{xiii}) ; iii/ **Engie** a remporté une concession de transport d'électricité avec des investissements estimés à 2,9 Md BRL sur 30 ans, et enfin ; iv/ **Vallourec** a signé un contrat avec Petrobras pour fournir des produits tubulaires pour le secteur pétrolier^{xiv}.

NOTES DE FIN

ⁱ Le critère du contrôle final prend en compte la nationalité de la tête de groupe, qui peut être différente de la nationalité de l'entité qui contrôle immédiatement les investissements. Ainsi, une partie des investissements d'un pays exerçant le contrôle final (la France, par exemple) peut être contrôlée immédiatement par des pays tiers (les Pays-Bas ou le Luxembourg dans l'exemple), pour des raisons diverses telles que la fiscalité ou les infrastructures locales.

ⁱⁱ Investissements en capital, hors opérations intragroupe.

ⁱⁱⁱ Hors automobiles et motocycles.

^{iv} En 2024, le stock total d'investissements directs brésiliens à l'étranger s'est élevé à 504 Md USD (dont 442,6 Md pour les participations en capital) contre 1 499 Md EUR (dont 1 417 pour les participations en capital) pour la France.

^v Selon les dernières données de l'enquête OFATS de l'INSEE sur l'activité des filiales étrangères.

^{vi} Seuls les groupes Unibail-Rodamco-Westfield et Euronext n'ont pas d'opération au Brésil.

^{vii} Agriculture, hydrocarbures, énergies solaire, éolienne, et hydraulique, mines, etc.

^{viii} Chiffres de l'INSEE (OFATS).

^{ix} En revanche, la sortie progressive de Casino du Brésil, entamée avant le démantèlement du groupe (avec notamment la cession totale de ses parts dans Assai, la 2^{ème} enseigne de « cash and carry » au Brésil, intervenue en juin 2023) pourrait à terme entraîner la « disparition » de plus de 100 000 emplois « français » (les 76 000 salariés d'Assai ne sont déjà plus considérés comme employés par un groupe français).

^x En hausse de 20,4% par rapport à 2020, année COVID. Le Brésil a été fortement impacté par l'épidémie, y compris en 2021.

^{xi} Données Carrefour S1 2024.

^{xii} L'autoroute BR-040 ou la « Route des Cristaux » (Rota dos Cristais). Le tronçon relie la ville de Cristalina, dans l'Etat du Goiás (au centre du pays), à la capitale de l'Etat du Minas Gerais, Belo Horizonte.

^{xiii} Il s'agit de l'estimation par le gouvernement de tous les postes de travail, directs et indirects, créés par le projet pendant les 30 ans de concession.

^{xiv} Les livraisons pourraient atteindre 25 000 tonnes sur trois ans, fournies par les usines brésiliennes de Vallourec.